

Table des matières

I	La Chine depuis 1978	2
1.1	Une Chine économiquement forte, avec des fragilités	2
1.2	Un pouvoir qui reste autoritaire	3

I La Chine depuis 1978

I.1 Une Chine économiquement forte, avec des fragilités

Après son arrivée au pouvoir, Deng Xiaoping priorise le rattrapage économique de la Chine vis-à-vis des pays développés, retardé par les politiques désastreuses du « Grand bond en avant » et de la « Révolution culturelle ». Il s'inspire du modèle de développement des « Dragons asiatiques » (Corée du Sud, Hong Kong ou Taïwan) fondé sur les exportations. La Chine rompt avec l'autarcie et lance Deng Xiaoping lance les « quatre modernisations » (agriculture, industrie, recherche et défense) qui repose sur un « système de responsabilité ». Les terres agricoles sont décollectivisées mettant fin aux « communes populaires », les agriculteurs travaillent librement sur leurs terres mais ne les possèdent pas. Le profit est réhabilité : « qui travaille plus, doit gagner plus ». Un secteur privé est restauré pour prendre en charge l'industrie légère et les entreprises d'État deviennent autonomes. Dans l'industrie, la planification devient indicative pour les entreprises privées, de petite taille, qui peuvent rechercher le profit. La Chine s'ouvre aux investissements étrangers. En 1980, sont créées quatre Zones Économiques Spéciales pour attirer les technologies et les capitaux étrangers. En 1984, ce sont quatorze villes côtières qui s'ouvrent au monde. Les entreprises étrangères sont attirées par les avantages fiscaux proposés, mais aussi par la nombreuse main-d'œuvre peu coûteuse et par l'important marché en devenir qu'est la Chine. La Chine devient dès lors « l'usine du monde ». Pour conserver une loyauté de façade avec le maoïsme, l'État conserve un rôle important et les investissements étrangers ne peuvent se faire que dans le cadre de joint ventures ou co-entreprises.

En 1992, est annoncée la mise en place d'une « économie socialiste de marché », combinant l'économie socialiste et les règles du marché. L'autofinancement et les prêts bancaires doivent prendre la place des subventions d'État. Les prix sont libéralisés. La 4^e modernisation, celle qui concerne le domaine militaire, est de moindre priorité, car il ne faut pas effrayer les partenaires, avancer discrètement. La transformation économique de la Chine a aussi pour objectif de répondre au défi démographique : la population du pays a doublé depuis 1949. Il faut à la fois améliorer les conditions de vie des habitants, mais aussi stopper cette croissance démographique par une politique antinataliste (politique de l'enfant unique), dès 1979.

L'orientation économique choisie par Deng Xiaoping permet à la Chine de devenir la deuxième puissance économique mondiale, devant le Japon et derrière les États-Unis, en 2010, et l'est encore actuellement. Cette progression s'explique par un taux de croissance annuel d'environ 10% de 1987 à 1997, et le maintien d'une croissance forte, qui malgré les périodes de crises internationales, n'est jamais descendue en dessous de 5%. En vingt ans, la part de la Chine dans le commerce mondial a quintuplé faisant d'elle, en 2011, le premier exportateur et le deuxième importateur mondial. Les excédents commerciaux ainsi dégagés offrent d'importantes réserves de changes à la Chine qui devient alors le créancier du monde (1^{er} détenteur de bons du Trésor américain, par exemple). Les ports chinois s'accaparent les premiers rangs mondiaux. Sa puissance lui permet d'intégrer les grandes organisations internationales et d'y jouer un rôle croissant : adhésion à la Banque mondiale et au FMI en 1980, à l'OMC en 2001. Le yuan est intégré aux DTS (monnaie du FMI) en 2015. Les réformes de Deng Xiaoping ont permis une élévation du niveau moyen de la population.

Ainsi, dans les années 2010, la Chine parvient à rivaliser avec les pays développés dans de nombreux domaines en développant une industrie de pointe, y compris la conquête spatiale (véhicule d'exploration téléguidé posé sur la Lune en décembre 2013). L'objectif de la Chine est toujours de parvenir à faire doubler les revenus de sa population. Elle lance également de nombreux grands projets dans le domaine ferroviaire (« One Belt, One Road »). Récemment, l'élection de Donald Trump a conduit à une guerre commerciale dans l'industrie automobile, prolongée par Joe Biden, montrant à quel point l'industrie chinoise est menaçante.

La Chine reste néanmoins un pays très inégalitaire tant géographiquement que socialement. La Chine littorale est le cœur du développement chinois, elle rassemble 37% de la population totale et ne constitue que 12% du territoire. Mais, elle produit 59% du PIB et attirent 88% des IDE. À l'inverse, la Chine intérieure et la Chine de l'Ouest sont relativement marginalisées tant économiquement que géographiquement. Les inégalités régionales se doublent d'inégalités sociales. Les 10% les plus riches (« nouveaux entrepreneurs », « directeurs rouges ») de la population chinoise concentrent 33% de la richesse contre 1,8% pour les 10% les plus pauvres. 35% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, 130 millions de Chinois avec moins de 1 dollar par jour, et le PIB par habitant se limite à 6072\$. On peut parler d'une Chine à deux vitesses : tandis que la bourgeoisie d'affaires et les classes moyennes s'enrichissent et s'occidentalisent, bénéficiant à plein de l'ouverture économique, l'essentiel de la population en est exclue. Contrairement aux chiffres du gouvernement chinois, le chômage estimé est relativement important (15 à 20%) et les « bad jobs » reviennent souvent à de l'exploitation (salaires misérables, 10 à 12h quotidiennes, insécurité de l'emploi). Avec un indice de Gini très élevé, la Chine est un des pays les plus inégalitaires du monde.

L'économie chinoise présente des fragilités : forte dépendance à l'extérieur (exportations, approvisionnement en énergie), demande intérieure insuffisante malgré un fort marché potentiel, un secteur bancaire et financier défaillant, une corruption généralisée. Enfin, sa croissance a un fort impact en termes de dégradation de l'environnement : consommation d'énergie trop élevée (son industrie consomme, pour les mêmes fabrications, 50% de plus qu'en Europe) elle est le 1er émetteur de GES, la pollution et la gestion de l'eau son calamiteux, pollution de l'air très grave, la déforestation se poursuit et la gestion des déchets anarchique.

1.2 Un pouvoir qui reste autoritaire

Les réformes économiques entreprises à partir de 1978 suscitent des aspirations démocratiques, au nom d'une « cinquième modernisation ». Un premier « printemps de Beijing » est réprimé en novembre 1979. Deng Xiaoping propose quelques évolutions en 1989 mais les intellectuels réformateurs menés par Fang Lizhi, le « Sakharov chinois », réclament toujours « plus de liberté et démocratie ». Encouragés par la glasnost de Gorbatchev, les étudiants réclament une libéralisation du régime en mai 1989, 70 ans après le mouvement du 4 mai 1919 et 200 après la Révolution Française. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les chars dispersent les manifestants faisant entre 400 et 3 000 morts. Les dirigeants de ce second « printemps de Beijing » sont emprisonnés ou exilés. Cette répression est sévèrement critiquée par les puissances étrangères et l'ONU vote un embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Mais le pouvoir chi-

nois ne tient pas compte des pressions internationales, car, pour lui, l'échec de Gorbatchev vient de sa volonté de mener de front libéralisation économique et libéralisation politique. Après la mort de Deng Xiaoping en février 1997, aucun changement politique n'a lieu. Jiang Zemin, partisan de la répression de 1989, lui succède. Le Parti communiste, fort de plus de 70 millions de membres, continue de présider aux destinées du pays et d'assurer le contrôle des médias et dissidents (campagnes contre la « pollution spirituelle » en 1983 ou contre « la littérature polluante » en 1985) dans une « société en liberté surveillée ». Enfin, politiquement, Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2012, compte bien y rester avec la suppression de la limite des mandats.

Après la répression de Tian'anmen, l'isolement sur la scène internationale, l'embargo occidental sur les ventes d'armes, la baisse des investissements étrangers et du tourisme, poussent Deng Xiaoping à renouveler sa recommandation de faire profil bas « en fuyant la lumière et en recherchant l'obscurité ». La Chine se montre conciliante envers les États occidentaux et ses voisins : pas de veto pendant la 1ère guerre du Golfe, accord de reconnaissance des frontières avec la Russie, ratification du traité de non-prolifération en 1992, participation aux forums de l'ASEAN à partir de 1993.

Cependant, compte tenu de l'évolution économique du pays, le nationalisme remplace de plus en plus le socialisme. Ainsi, en 1997, Hong Kong est rétrocédé par la Grande-Bretagne et, en 1999, c'est au tour de Macao mettant fin, d'une certaine façon aux traités inégaux. De même, toute volonté d'autonomie au Tibet est réprimée au nom de l'unité territoriale du pays. La libéralisation économique provoque, certes, le développement des inégalités, une forte inflation, la corruption des autorités et les négligences en matière sanitaire et environnementale. Mais, les protestations sont contenues en combinant des promesses de prospérité future et la répression (condamnation des responsables de la Charte 08 en 2008). L'imposition d'un pouvoir autoritaire se faisant plus sentir à Hong Kong a causé d'importantes manifestations en 2020.

Sur le plan régional, la Chine cherche à s'imposer comme puissance. Ainsi, elle défend ses intérêts au sein d'alliances régionales comme l'Organisation de Coopération de Shangaï ou l'Asean+3 (Chine, Japon, Corée du Sud). De même, au nom de la stabilité régionale, elle soutient le régime nord-coréen, mais de façon plus limitée. L'affirmation de sa puissance développe certaines tensions avec Taïwan qu'elle considère toujours comme un territoire chinois ou avec le Japon au nom d'une éventuelle revanche de la guerre sino-japonaise de 1937-1945. Ces tensions se manifestent à travers les litiges portant sur les frontières maritimes en mer de Chine. Pour Taïwan, en raison du soutien américain, la Chine a renoncé à un rattachement par la force, malgré des manœuvres militaires régulières, mais compte sur le temps et l'intensification des échanges pour rendre Taïwan dépendante. La Chine a également profité de la crise de 2008 pour s'implanter dans les régions périphériques de l'Europe : Grèce - rachat du terminal 2 du port du Pirée - Serbie, Bulgarie, mais aussi dans le cœur économique du vieux continent (700 entreprises chinoises en Allemagne emploient 7 000 salariés, une centaine en France).

La modération du déroulement des rétrocessions de Hong Kong et Macao (« un pays, deux systèmes ») peut servir de modèle. Après la chute de l'URSS en 1991, Jiang Zemin et Bo-

ris Eltsine signent un accord de bon voisinage en 1996. Sur le plan international, la Chine veut aussi s'affirmer comme une grande puissance. Puissance nucléaire depuis 1964, elle est aussi devenue une puissance spatiale en 2003. L'armée chinoise se modernise à marche forcée : elle dispose de 2,7 millions de soldats et du 2^e budget militaire mondial (15,9 milliards de dollars en 1989 contre 166 en 2012, 9,50% des dépenses mondiales contre 38,90% pour les États-Unis avec 682 milliards de dollars en 2012). La Chine suscite ainsi la méfiance des États-Unis qui dénoncent dans un rapport du ministère de la Défense de 2005 la « menace chinoise ». La Chine se réconcilie avec l'Inde au moment du 1^{er} sommet des BRIC en 2006, mais reste le contentieux à propos du dalaï-lama.

Cependant, la Chine a besoin des autres nations pour poursuivre son développement économique et ces nations ont besoin de la Chine, quitte à modérer la question des droits de l'Homme. Par exemple, les sanctions imposées en 1989 sont rapidement abandonnées par les pays Occidentaux. Dès 1990, les relations commerciales reprennent avec l'UE et, en 1994, les États-Unis renouvellent à la Chine, la clause de « nation la plus favorisée ». De son côté, la Chine cherche à rassurer en développant surtout une influence économique et culturelle. Dans ce but, le nouveau plan quinquennal d'octobre 2010 comprend le doublement d'instituts Confucius dans le monde. Elle a obtenu l'organisation des Jeux Olympiques en 2008 et de l'exposition universelle en 2010. De même, elle investit massivement en Afrique, en Amérique latine et en Océanie pour favoriser le développement de ces régions et également sécuriser ses approvisionnements, faisant, par la même reculer les influences européennes et américaines dans ces régions (3^e partenaire commercial de l'Amérique latine, 1^{er} partenaire commercial du Brésil). Les relations commerciales avec les États-Unis sont tendues en raison de la guerre commerciale dans l'industrie automobile.

Face aux autres grandes puissances, la Chine cherche à traiter d'égal à égal. En 2001, Jiang Zemin et Vladimir Poutine signent un accord de coopération et d'amitié afin de maintenir « l'équilibre stratégique mondial ». Après les attentats du 11 septembre, la Chine apporte son soutien à la lutte anti-terroriste, débouchant sur une visite de G. W. Bush à Beijing en février 2002. Par contre, lors du débat sur la guerre d'Irak de 2003, la Chine reste en retrait ce qui montre les limites de la puissance chinoise. C'est à partir de 2008 et de la crise financière que la Chine s'impose définitivement comme un acteur majeur des relations internationales, par exemple lors du sommet de 2009 de Copenhague où Hu Jintao et Barack Obama ont largement décidé du contenu de l'accord final. En 30 ans, la Chine s'est imposée sur la scène diplomatique internationale, de préférence, par le biais de relations bilatérales mais aussi en participant aux grandes instances mondiales (ONU, G20). La Chine ratifie également l'accord de Paris en septembre 2016, après la COP 21 de décembre 2015.

